



La gouverneure Mills et le procureur général Frey demandent à l'administration Trump de divulguer tous les détails concernant les arrestations effectuées par l'ICE dans le Maine

Dans une lettre adressée à la secrétaire Noem et au directeur par intérim de l'ICE, M. Lyons, la gouverneure et le procureur général demandent des réponses sur la récente opération renforcée et le statut des personnes arrêtées par l'ICE

Augusta, MAINE — La gouverneure Janet Mills et le procureur général Aaron Frey ont adressé aujourd'hui une lettre à la secrétaire à la Sécurité intérieure Kristi Noem et au directeur par intérim de l'ICE Todd Lyons, exigeant que l'administration Trump divulgue immédiatement toutes les informations concernant chaque personne détenue lors de la récente opération de contrôle « renforcée » menée par l'ICE dans le Maine et condamnant les autorités fédérales pour avoir procédé à des arrestations secrètes qui ont déchiré des familles et semé la terreur dans les communautés à travers l'État.

Dans un communiqué de presse publié hier, l'ICE a déclaré avoir arrêté 206 personnes dans le Maine, mais l'agence n'a divulgué publiquement que des informations limitées sur 10 d'entre elles.

Selon les médias, certaines des personnes arrêtées semblaient être en situation régulière et n'avaient commis aucun crime, ce qui contredit directement l'affirmation de l'administration Trump selon laquelle elle poursuivait « les pires des pires ». Les actions de l'ICE ont séparé des parents de leurs jeunes enfants et ont laissé des familles confrontées à l'expulsion, à l'instabilité financière et à la peur, sans savoir où leurs proches étaient détenus.

La gouverneure et le procureur général ont exigé que le gouvernement fédéral fournisse l'identité de chaque personne arrêtée, la base juridique de chaque arrestation, le lieu de détention actuel de chaque détenu et les intentions du gouvernement fédéral pour chaque individu.

« Aujourd'hui, dans tout notre État, des personnes ne savent pas où se trouvent leurs proches à cause de vous », **ont écrit la gouverneure Mills et le procureur général Frey**. « C'est inacceptable, et cela constitue non seulement une violation de leurs droits constitutionnels, mais aussi une menace pour les droits constitutionnels qui nous sont garantis à tous. Les habitants du Maine méritent des réponses et exigent des comptes. »

« En Amérique, nous n'avons pas de police secrète. En Amérique, nous ne procédons pas à des arrestations secrètes », **ont poursuivi la gouverneure et le procureur général**. « Si vous avez des mandats, montrez-les. Les habitants du Maine ont droit à ces informations fondamentales. »

La gouverneure Mills et le procureur général Frey ont également exigé que le département de la Sécurité intérieure divulgue le nombre d'agents fédéraux déployés dans le Maine

pendant l'opération et identifie les officiers superviseurs responsables de l'opération et leur grade.

« Dans le Maine, nous savons à quoi ressemble une bonne application de la loi », **ont écrit la gouverneure Mills et le procureur général Frey**. « Nos agents sont rigoureusement formés et soumis à des normes élevées en matière de performance et de responsabilité. Ils s'efforcent d'instaurer la confiance avec les communautés qu'ils servent, et non de semer la peur, l'intimidation et la division, comme l'ont fait vos agents. »

Le texte intégral de la lettre est le suivant :

Madame la Secrétaire Noem, Monsieur le Directeur par intérim Lyons :

Selon un communiqué de presse publié le 29 janvier par l'ICE (Immigration and Customs Enforcement, service américain chargé de l'immigration et des douanes), l'ICE a arrêté 206 personnes lors de son opération « renforcée » dans le Maine.

L'ICE n'a fourni que des informations limitées sur seulement 10 de ces personnes. Cependant, selon les médias et d'autres sources, l'ICE aurait arrêté deux agents des forces de l'ordre, une infirmière et un ingénieur civil, entre autres, et aurait séparé de manière cruelle et impitoyable de jeunes enfants de leurs parents. Bon nombre de ces personnes semblent être en situation régulière et n'avoir commis aucun crime, ce qui contredit vos affirmations selon lesquelles l'administration Trump ne s'en prend qu'aux « pires des pires ».

En réalité, plutôt que de qualifier ces personnes de pires criminels, nous qualifierions les tactiques cruelles de votre agence de pires tactiques. Dans le Maine, nous savons à quoi ressemble une bonne application de la loi. Nos agents sont rigoureusement formés et soumis à des normes élevées en matière de performance et de responsabilité. Ils s'efforcent d'instaurer la confiance avec les communautés qu'ils servent, et non de semer la peur, l'intimidation et la division, comme l'ont fait vos agents.

La fin apparente de l'opération renforcée dans le Maine ne met pas un terme à la douleur et à la souffrance que vos agents ont infligées aux communautés de notre État, à des personnes qui ont été terrorisées et à des entreprises qui ont été menacées, tout cela par leur propre gouvernement.

Il y a aujourd'hui dans notre État des personnes qui ne savent pas où se trouvent leurs proches à cause de vous. C'est inacceptable, et cela constitue non seulement une violation de leurs droits constitutionnels, mais aussi une menace pour les droits constitutionnels qui nous sont garantis à tous. Les habitants du Maine méritent des réponses et exigent des comptes. Par conséquent, nous demandons les informations suivantes :

1. Le nombre d'agents fédéraux déployés dans le Maine pour l'opération renforcée, ainsi que le nom et le grade des officiers superviseurs.
2. L'identité de chaque personne arrêtée par l'ICE lors de son opération dans le Maine.
3. La base juridique de chaque arrestation effectuée par l'ICE lors de son opération dans le Maine.
4. Le lieu où se trouve actuellement chaque personne arrêtée par l'ICE lors de son opération dans le Maine.
5. Les intentions du gouvernement fédéral concernant chaque personne arrêtée par l'ICE lors de son opération dans le Maine.

En Amérique, nous n'avons pas de police secrète. En Amérique, nous ne procédons pas à des arrestations secrètes. Comme nous l'avons déjà dit, si vous avez des mandats, montrez-les. Les habitants du Maine ont droit à ces informations fondamentales. Le Maine ne se laissera pas intimider. Nous exigeons des réponses.

Cordialement,

Janet T. Mills

Gouverneure

Aaron M. Frey

Procureur général